

## — Les livres —

**ET AUSSI****MOOC, COOC**

Lætitia Pfeiffer, Dunod,  
224 pages, 23 euros.



Une révolution est en cours dans le domaine de la formation. Avec les massive online courses (Mooc), les cours en ligne, professés par les meilleurs enseignants, sont accessibles depuis n'importe quel ordinateur ou smartphone. Les entreprises se sont précipitées sur cette opportunité qui leur permet de massifier leurs formations au meilleur coût. Les Corporate online courses (Cooc) se multiplient, bouleversant l'écosystème de formation. L'auteure, formatrice en communication digitale, en explique les enjeux et les facteurs de succès. ♦

**L'INDUSTRIE AMÉRICAINE : SIMPLE REBOND OU RENAISSANCE ?**

T. Bidet-Mayer et P. Frocrain, Presse des Mines,  
164 pages, 22 euros.



Depuis que l'économie américaine est leader dans le monde, ce qui se passe outre-Atlantique est supposé préfigurer ce qui adviendra en Europe. On assiste ainsi à un regain d'activité du secteur industriel américain, et le laboratoire d'idées la Fabrique de l'industrie passe en revue les facteurs de ce renouveau pour tenter d'en saisir la dimension d'opportunité ou d'éventuel mirage. La perspective de relocaliser des activités industrielles délocalisées reste incertaine et controversée ; et la question de la soutenabilité de la modération salariale au regard du creusement des inégalités sociales se pose. ♦

**« La Fabrique des pauvres »**

**ÉVITER LES ROUAGES DE LA PAUVRETÉ**



Simone Wapler

Ixelles Éditions, 290 pages, 17,90 euros

La pauvreté augmente en France comme dans les autres pays d'Europe touchés par la crise. Les associations caritatives ne savent plus où donner de la tête ; les jeunes, les femmes seules avec enfants et certains retraités sont abonnés à la précarité. Rien de très original dans cette description. Là où l'ouvrage de la directrice de la rédaction des publications Agora s'écarte de cette antienne, c'est quand elle prétend que la France est la fabrique de pauvres la plus performante au monde, l'essentiel de l'emploi public étant bloqué dans les mécanismes d'assistance aux plus démunis, au lieu de favoriser la création de ri-

chesse. Pour l'auteure, ce système crée d'un côté des rentes de situation pour les fonctionnaires et les politiciens, de l'autre, des trappes à pauvreté pour les "assistés". Avec 32% de son PIB consacrés aux dépenses sociales, la France se place au premier rang des pays de l'OCDE sur ce budget.

Outre le fait que l'auteure semble oublier le concept de solidarité, qu'elle n'aborde qu'en rapport avec l'inflation de la dette publique, son discours devient quasi paranoïaque quand elle affirme que l'intérêt des politiciens est de créer de la dépendance, leur audience étant proportionnelle à l'argent qu'ils dépendent. Ce qui pourrait être frappé au coin du bon sens si les précaires, chômeurs et autres – bref, les pauvres – ne constituaient le gros des bataillons abstentionnistes aux élections. Un ouvrage qui devrait plaire à beaucoup puisqu'il flirte en permanence avec les théories du complot, dont on connaît le succès, et propose des solutions individuelles pour sortir indemne du système. Chacun pour soi. Avec brio, il faut bien le reconnaître.

PAULINE RABILLOUX

**« Dialogue social, une urgence pour l'entreprise »**

**RENDRE POSSIBLE LE DIALOGUE SOCIAL**



Hubert Landier

L'Harmattan, 190 pages,  
19 euros

CONTRAIREMENT À CE QUI SE PASSE PAR EXEMPLE EN ALLEMAGNE, l'État en France doit intervenir pour réglementer le travail, car les partenaires sociaux ne parviennent pas à s'entendre. Théoriquement, tout le monde semble d'accord sur la nécessité du dialogue social. Pratiquement, la France reste un pays où la méfiance entre les patrons et les salariés est maximale malgré les valeurs néolibérales et méritocratiques largement partagées. Pourtant, selon l'auteur, professeur associé à Propedia (groupe IGS), spécialiste de l'audit social, le dialogue social est une exigence démocratique incontournable. Avant de voir par quelles voies il pourrait s'imposer comme mode de régulation, l'auteur tente d'abord de préciser les termes, d'analyser en quoi la mauvaise qualité du dialogue social pénalise notre économie et quelles sont les raisons historiques expliquant son dysfonctionnement. Il prend délibérément le risque de bousculer en la matière aussi bien les certitudes du patronat, trop souvent persuadé qu'il n'a de compte à rendre qu'aux actionnaires, que celles des syndicalistes convaincus qu'ils détiennent seuls les clés du progrès social, quand ils s'obstinent à faire barrage aux exigences des patrons au nom d'une vulgate qui reste largement d'inspiration marxiste. P. R.